

**Évaluations des stratégies et programmes de pays en République du Cameroun
de la FAO, du FIDA et du PAM**

NOTE PRÉPARATOIRE

ATELIER NATIONAL CONJOINT FAO-FIDA-PAM

Yaoundé, République du Cameroun, 1-2 février 2018

A. Contexte

1. Au cours de 2017, les bureaux de l'évaluation des agences de l'ONU basées à Rome (le Bureau de l'évaluation de la FAO (OED), le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), et le Bureau de l'évaluation du PAM (OEV)) ont effectué une évaluation de leur stratégies et programmes de pays en République du Cameroun. Les bureaux de l'évaluation des trois agences ont convenu de clôturer leurs processus d'évaluation par un atelier national conjoint pour discuter sur les conclusions et recommandations des évaluations avec le Gouvernement et les autres partenaires clés dans le pays.
2. L'atelier pour les évaluations de la stratégie et programme de pays des trois agences de l'ONU basées à Rome pour le Cameroun sera organisé conjointement par le Gouvernement et les bureaux de l'évaluation des agences, en collaboration avec les bureaux de pays respectifs. Au niveau du Gouvernement, le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) prendra la tête pour l'organisation de l'atelier en étroite consultation avec les autres ministères et agences concernés. Au niveau des agences, ce sera IOE du FIDA, en étroite consultation avec OED de la FAO et OEV du PAM.

B. Objectifs

3. Les objectifs de l'atelier sont de:
 - i) partager les principales conclusions et recommandations des évaluations de stratégie et de programme de pays pour le Cameroun des trois agences basées à Rome (FAO, FIDA et PAM);
 - ii) contribuer à une réflexion sur les questions clés pour la préparation des futurs stratégies de pays, la programmation et la conception et gestion des opérations des trois agences au Cameroun; et
 - iii) échanger sur les opportunités futures de collaboration entre les trois agences des Nations Unies basées à Rome au Cameroun (le 2 février, dans un atelier complémentaire de taille plus restreinte).
4. L'atelier verra la participation des représentants du Gouvernement, de la FAO (du siège à Rome, du Bureau sous-régional à Libreville et du Bureau de pays), du FIDA (du siège à Rome ainsi que du Bureau de pays), et du PAM (du siège à Rome, du Bureau régional à Dakar et du Bureau de pays), du personnel des projets financés/mis en œuvre par les trois agences, des services publics du secteur agricole, du développement rural et de la nutrition, d'organisations de la société civile, et des principaux partenaires de développement actifs au Cameroun.

C. Précisions sur l'atelier national

5. **Lieu et ordre du jour.** L'atelier principal concernant les trois évaluations de programme de pays aura lieu à Yaoundé le 1 février 2018, à l'Hôtel Hilton, et durera une journée entière. L'ordre du jour provisoire de l'atelier principal est présenté en annexe 1 de cette note. Un atelier de taille plus restreinte aura lieu la matinée du 2 février au même endroit,

pour échanger sur la collaboration future au Cameroun entre les trois agences concernées. L'ordre du jour de cet atelier complémentaire est présenté en annexe 2 de cette note.

6. **Invitations et documentation.** Une invitation sera envoyée à tous les invités par le MINADER, au nom du Gouvernement et des bureaux d'évaluation des trois agences de l'ONU basées à Rome. Une invitation "save the date" par email sera envoyée de façon anticipée au personnel des agences et aux partenaires de développement par IOE du FIDA au nom du Gouvernement et des bureaux d'évaluation des trois agences.
7. Les trois rapports des évaluations de stratégie et de programmes de pays sont les documents d'information principaux pour l'atelier et ils seront partagés avec tous les participants avant l'atelier sous forme électronique par respect pour l'environnement. Des copies papier des résumés des trois évaluations seront disponibles lors de l'atelier. En outre, chaque bureau d'évaluation fera une présentation audiovisuelle des principaux résultats et recommandations des évaluations.
8. **Groupes de discussion de l'atelier principal.** Durant l'après-midi de l'atelier principal, les participants seront divisés en quatre groupes pour faciliter des discussions autour de quatre thèmes clés ressortis des évaluations. Les quatre thèmes pour les travaux de groupe sont:

Thème 1. La coordination du secteur rural et agricole

Thème 2. Le ciblage des interventions et la prise en compte de l'égalité hommes-femmes

Thème 3. La lutte contre la malnutrition

Thème 4. Lier les interventions d'urgence à celles de développement

L'annexe 4 introduit les thèmes et propose des questions de discussion.

9. **Participants à l'atelier principal.** La liste des institutions et des personnes à inviter à l'atelier sera déterminée en concertation avec le Gouvernement et les trois agences de l'ONU basées à Rome. Il est proposé d'inviter environ 115 personnes (voir annexe 3).
10. **Programme de l'atelier principal.** Le programme provisoire de l'atelier principal (annexe 1) a été élaboré de manière à faciliter les échanges d'opinions et de points de vue entre les participants tout au long de l'événement. Des présidents de séances plénières auront été identifiés à l'avance.
11. Au cours de la session inaugurale, le Directeur de bureau indépendant de l'évaluation du FIDA présentera une introduction conjointe de la part des trois bureaux de l'évaluation résumant les objectifs, les conclusions et les recommandations principales des trois évaluations de programme de pays. Puis, un représentant du bureau sous-régional de la FAO, le Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale du FIDA et le Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale du PAM feront des réflexions sur leur stratégie, programme et partenariat actuel avec le Cameroun. Ensuite, le Ministre de l'agriculture et du développement rural ouvrira formellement l'atelier.
12. Après la pause-café, chaque fonctionnaire principal ou chef d'équipe de l'évaluation présentera les conclusions et recommandations principales de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays de son agence. Les présentations seront suivies d'une discussion en séance plénière. La matinée se terminera par une introduction des groupes de travail. Les participants seront divisés en quatre groupes de travail. Chaque groupe prendra en charge l'un des thèmes principaux de l'atelier (voir ci-dessus). Pour chaque groupe, un rapporteur sera identifié.
13. Après le déjeuner, les groupes de travail se réuniront pour discuter le thème qui leur est attribué (voir annexe 4). Au terme des travaux en groupes, les quatre rapporteurs présenteront, en séance plénière, les principales conclusions de chaque groupe. Le président de la deuxième séance plénière agira comme modérateur.
14. Ensuite, le Chargé de programme pays de la FAO, le Directeur de pays du FIDA, et le Directeur de pays du PAM, feront part de leurs réflexions sur les suites à donner aux

recommandations de l'évaluation et les orientations futures de la stratégie et du programme de pays pour leur agence.

15. L'atelier principal sera conclu par une déclaration de clôture par un haut fonctionnaire du Gouvernement qui résumera les principales conclusions de l'atelier, couvrant notamment les points clés découlant des discussions plénières et des travaux de groupe.
16. **Programme de l'atelier complémentaire.** Cet atelier plus restreint d'une demi-journée sera ouvert par Madame la Ministre Délégué auprès du Ministre de l'agriculture et du développement rural et un haut-représentant de l'ONU (Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies – à confirmer). Ensuite les équipes d'évaluation présenteront leur évaluation des avantages comparatifs et des complémentarités entre les trois agences, et quelques cas exemplaires de collaboration au Cameroun et ailleurs entre les agences de l'ONU basées à Rome. Cette présentation sera suivie d'une discussion en plénière.
17. Après la pause-café, les participants seront divisés en trois groupes de discussion, chacun discutant des opportunités et obstacles de collaboration entre deux parmi les trois agences (FAO-FIDA, FAO-PAM et FIDA-PAM). L'annexe 5 propose des questions de discussion pour les trois groupes. Ensuite, les groupes restitueront les points clés de leur discussion en séance plénière. L'atelier sera clôturé par une synthèse et des réflexions de la part des représentants de pays des trois agences au Cameroun, et une déclaration finale par un Représentant du Gouvernement du Cameroun.

Annexe 1

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

ATELIER PRINCIPAL

Hôtel Hilton, Yaoundé – 1 février 2018

08h00 Enregistrement et installation des participants

09h00 Accueil des visiteurs venant de l'extérieure par le Gouvernement et échanges restreints

09h20 Installation des hautes personnalités

Séance plénière inaugurale - Président: S.E. M. EYEBE AYISSI Henri, Ministre de l'agriculture et du développement rural de la République du Cameroun

09h30 Démarrage de l'atelier - Présentation du programme

09h40 Introduction par M. Oscar Garcia, Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA au nom des trois directeurs des bureaux d'évaluation des trois agences ONU basées à Rome

10h00 Intervention du Représentant du bureau régional ou sous-régional de la FAO (*à préciser*)

10h15 Intervention par M. Idès de Willebois, Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA

10h30 Intervention par M. Abdou Dieng, Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du PAM

10h45 Ouverture de l'atelier par S.E. M. EYEBE AYISSI Henri, Ministre de l'agriculture et du développement rural de la République du Cameroun

11h00 Pause-café & PHOTO

11h30 Présentation des conclusions et recommandations de l'Évaluation du programme de pays de la FAO par Mme Genny Bonomi, Fonctionnaire chargé de l'évaluation (OED)

11h45 Présentation des conclusions et recommandations de l'Évaluation de la stratégie et du programme de pays du FIDA, par M. Michael Carbon, Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation (IOE)

12h00 Présentation des conclusions et recommandations de l'Évaluation du programme de pays du PAM, par Mme Lene Poulsen, Chef de l'équipe d'évaluation (EOV)

12h15 Questions-réponses avec le public sur les évaluations de programme de pays

12h45 Introduction à l'organisation des groupes de travail par M. Carbon

13h00 Déjeuner

14h00 Discussions de groupe

Thème 1. La coordination du secteur rural et agricole

Thème 2. Le ciblage des interventions et la prise en compte de l'égalité hommes-femmes

Thème 3. La lutte contre la malnutrition

Thème 4. Lier les interventions d'urgence à celles de développement

Annexe 1

15h00 **Pause-café**

Deuxième séance plénière - Président: Monsieur Yankam, Inspecteur Général du Développement Rural, Ministère de l'agriculture et du développement rural du Cameroun

- 15h30 Exposé des rapporteurs des groupes de travail en séance plénière et discussion
- 16h30 Réflexions sur les futures orientations de la stratégie de pays de la FAO pour le Cameroun: Représentant de pays ou Chargé de programme de la FAO (*à préciser*)
- 16h45 Réflexions sur les futures orientations de la stratégie de pays du FIDA pour le Cameroun: M. Bernard Hien, Directeur de pays
- 17h00 Réflexions sur les futures orientations de la stratégie de pays du PAM pour le Cameroun: M. Abdoulaye Balde, Directeur de pays
- 17h15 Déclaration finale du Représentant du Gouvernement du Cameroun (*à préciser*)

17h30 **Clôture de l'atelier**

- 18h30 Signature de l'Accord conclusif de l' Evaluation de la stratégie et du programme de pays du FIDA pour le Cameroun (MINADER – MINEPAT – FIDA)

19h00 **Diner gala (Hôtel Hilton)**

Annexe 2

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

ATELIER COMPLEMENTAIRE

Hôtel Hilton, Yaoundé – 2 février 2018

08h00	Enregistrement des participants
09h00	Ouverture par S.E. Mme Madame Clémentine Ananga Messina, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'agriculture et du développement rural de la République du Cameroun
09h15	Intervention par un haut-représentant du système des Nations Unies au Cameroun (<i>à préciser</i>)
09h30	Présentation des avantages comparatifs et des complémentarités entre les trois agences de l'ONU basées à Rome
09h45	Présentation de quelques cas exemplaires de collaboration au Cameroun et dans d'autres pays entre les agences de l'ONU basées à Rome
10h00	Discussion en plénière
10h15	Pause-café
10h45	Discussions de groupe
	Groupe 1 – Collaboration FAO-FIDA Groupe 2 – Collaboration FAO-PAM Groupe 3 – Collaboration FIDA-PAM
11h45	Restitution des discussions de groupe et discussion
12h30	Synthèse des discussions et réflexions de la part des représentants de pays au Cameroun des trois agences de l'ONU basées à Rome
12h45	Déclaration finale du Représentant du Gouvernement du Cameroun (<i>à préciser</i>)
13h00	Déjeuner

Annexe 3

Liste des invités

Gouvernement et services publics

Présidence

Primature

Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER)

Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT)

Ministère des finances (MINFI)

Ministère de l'élevage, de la pêche et des industries animales (MINEPIA)

Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable (MINEPDED)

Ministère de la santé publique

Ministère des forêts et de la faune (MINFOF)

Ministère des affaires sociales

Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF)

Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique (MINJEC)

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle

Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT)

Secrétariat permanent Comité de gestion FAO/PAM

Programme national de vulgarisation et de recherche agricoles

Programme de développement et de valorisation des racines, tubercules et plantain

Programme national pour la sécurité alimentaire

Plateforme Scaling-Up Nutrition (SUN)

FAO

Bureau de l'évaluation

Bureau de pays

Bureaux régional/sous-régional

Projet EAT, Centre Pasteur

Coordonnateurs nationaux projets FAO

FIDA

Département de gestion des programmes (siège)

Bureau indépendant de l'évaluation

Bureau de pays (Directeur de pays, Chargé de programme pays et assistantes)

Coordonnateurs et Responsables de S&E de projets (PPEA, PEA-J, PADFA, PADMIR)

PAM

Bureau de l'évaluation

Bureau de pays

Bureau régional

Institutions académiques et de recherche

Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)

Institut International pour l'Agriculture Tropicale (IITA)

Partenaires de développement

Bureau international du travail (BIT)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA)

Fonds international des Nations Unies pour l'enfant et l'éducation (UNICEF)

Banque Africaine de Développement (BAD)

Banque Mondiale

Agence française de développement (AFD)

Union européenne - Direction générale de la coopération internationale et du développement

Service de l'Union Européenne de la Protection Civile et des Opérations d'Aide Humanitaire (ECHO)

Agence de coopération internationale allemande (GIZ)

Agence de coopération internationale japonaise (JAICA)

Agence des Etats Unis d'Amérique pour l'aide au développement (USAID)

Coordination Codex alimentarius (FAO/OMS)

Société civile

Concertation Nationale des Organisations Paysannes au Cameroun (CNOP-CAM)

Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles Agro Sylvopastorales et Halieutiques du Cameroun (PLANOPAC)

Collectif des ONG pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural (COSADER)

ONG SAILD

ONG COSADER

PLAN Cameroon

International Medical Corps (IMC)

Catholic Relief Services (CRS)

Presse

...

...

Annexe 4

Sujets proposés pour les travaux de groupe (atelier principal – 1 février 2018)

Groupe 1 – Coordination du secteur rural et agricole

Facilitateur: MINADER/FAO

Les mécanismes de coordination et de concertation dans le secteur rural sont faibles, de l'avis de tous les acteurs, Gouvernement inclus. En effet, la concertation des bailleurs s'effectue au sein du Comité multipartenaire (CMP)¹. Toutefois, ce CMP dit de "haut niveau", où siègent les chefs de mission et représentants, est peu fonctionnel et se tient irrégulièrement. Il comprend 14 sous-groupes thématiques et sectoriels dont deux sont spécifiques à l'agriculture et l'environnement (CMP-agriculture² et du CCPM³). Le Gouvernement y est représenté par un seul fonctionnaire de niveau intermédiaire du MINFI et les partenaires de développement par leurs chargés de programme et non par leurs chefs de délégation. L'élaboration du Plan national d'investissement agricole (PNIA), processus facilité par la FAO, apparaît comme la seule véritable occasion récente de concertation entre le Gouvernement, les partenaires de développement et la société civile. Un plus fort leadership du Gouvernement pourrait contribuer à une meilleure harmonisation entre partenaires de développement et entre services publics touchant au secteur, une réduction des dédoublements des efforts et une meilleure valorisation des opportunités de collaboration, de complémentarité et de synergies entre partenaires de développement, et entre partenaires de développement et services publics.

Les financements du Gouvernement destinés au secteur rural sont largement en deçà de ses engagements internationaux (Déclaration de Maputo) et nationaux (DSCE, PNIA). Ce faible financement public a d'ailleurs une tendance récente à stagner voire à décroître compte tenu des difficultés budgétaires et des défis sécuritaires auxquels fait face le pays. La mobilisation de l'aide extérieure est insuffisante pour combler les déficits de financement du secteur. Les structures déconcentrées de l'Etat sont insuffisamment impliquées dans la formulation et la mise en œuvre des projets et programmes de développement rural dans leurs régions respectives. L'autonomie et les moyens financiers de ces derniers, bien supérieurs à ceux des structures déconcentrées, leur permettent de se positionner comme principaux moteurs de développement du secteur rural dans les régions, mobilisant les fonctionnaires locaux.

Questions pour discussion:

- Comment le Gouvernement peut-il renforcer la coordination des acteurs intervenant dans le secteur rural et agricole?
- Quels sont les obstacles majeurs à un plus fort leadership du Gouvernement dans le secteur et comment peuvent-ils être surmontés?
- Quel rôle pourraient jouer les trois agences ONU basées à Rome (FAO, FIDA, PAM)?
- ...

Groupe 2 – Ciblage des populations les plus vulnérables, y compris les femmes et les jeunes

Facilitateur: FIDA

Les femmes rurales camerounaises, en dépit des efforts affichés du Gouvernement et des partenaires de développement, continuent à se heurter à de nombreux défis et problèmes qui entravent leur autonomisation économique. Des obstacles persistent au niveau individuel (manque de confiance en soi, préjugés, faible accès à la formation, isolement, difficulté de

¹ Le CMP est à l'origine une structure informelle dédiée au suivi des fonds de l'initiative PPT. Il a progressivement étendu ses activités pour devenir le cadre de référence de concertation et de coordination concernant le cadre stratégique de Développement du pays.

² Cadre de concertation des partenaires du MINADER et MINEPIA.

³ Cadre de concertation des partenaires du MINPEDED et du MINFOF.

conjuguer vie professionnelle et vie familiale etc.) et institutionnel (accès limité ou instable aux ressources productives, notamment foncières, aux innovations technologiques et aux services financiers). En vue de créer un environnement plus favorable à l'égalité entre les femmes et les hommes, le Cameroun s'est doté en 2010 d'un Document de Politique Nationale Genre (PNG). Il a par ailleurs élaboré en 2016 un plan d'action multisectoriel de la PNG, outil opérationnel présentant les actions à mener, les responsabilités sectorielles et des autres parties prenantes, ainsi que les indicateurs de coûts et de résultats.

La moitié de la population camerounaise est âgée de moins de 18 ans et près de 80% aurait moins de 35 ans (2005). Les jeunes sont en proie à l'exode rural qui les pousse vers les villes où ils exercent de petits métiers peu rémunérateurs dans le secteur informel et sont souvent en proie au chômage, aux maladies et à la délinquance. Ainsi, l'emploi des jeunes, notamment dans le milieu rural, constitue pour le Cameroun un enjeu majeur pour la croissance, la réduction de la pauvreté, la préservation de la cohésion sociale, et la stabilité politique du pays. Dans ce cadre, le Gouvernement accorde aux jeunes une place de choix dans ses politiques de développement.

Initialement les interventions financées par le FIDA ciblaient les ruraux les plus pauvres et vulnérables occupés dans l'agriculture, et en particulier les petits paysans, les femmes et les jeunes. La stratégie de ciblage comprenait une combinaison de ciblage géographique (visant les régions les plus pauvres) et de ciblage par la nature des interventions (choix d'interventions bénéficiant directement ou indirectement aux plus pauvres et vulnérables). Pour chaque projet des quotas ont été établis pour le pourcentage minimal de femmes à atteindre parmi les bénéficiaires des interventions, mais ceci n'était pas le cas pour les jeunes ou autres groupes vulnérables. Depuis le PEA-Jeunes (2014), la cible du FIDA au Cameroun a évolué en incluant des jeunes ruraux occupés dans des activités connexes à l'agriculture ayant un certain potentiel pour créer une petite entreprise rurale viable.

Au Cameroun, la FAO met en œuvre un ensemble d'interventions de différentes natures. Par conséquent, il n'y a pas une stratégie globale de ciblage, mais le ciblage est fait en fonction des objectifs que les projets spécifiques veulent atteindre. La politique de la FAO sur l'égalité des sexes prévoit que 30 pour cent du budget et des travaux opérationnels de la FAO au niveau des pays soient consacrés aux interventions ciblant les femmes. Bien que des données statistiques ventilées par sexe ne soient pas collectées systématiquement par le bureau pays de la FAO au Cameroun, les missions conduites dans le cadre de l'évaluation ont montré que certains projets ont impliqué principalement des femmes (comme par exemple, les interventions en appui à la chaîne de valeur manioc dans lesquelles plus de 80% des bénéficiaires rencontrés étaient des femmes, l'introduction des fours FTT pour le fumage du poisson, les distributions d'animaux en appui aux populations déplacées et aux communautés hôtes dans la région de l'Extrême-Nord...). Pour les jeunes la constatation est la même. Il n'y a pas eu des projets spécifiques ciblant les jeunes, mais ils sont parmi les bénéficiaires des projets de la FAO. Cependant, des données ne sont pas disponibles.

Questions pour discussion:

- Quels sont les défis et obstacles à faire bénéficier les populations les plus vulnérables et démunies des appuis des projets, en particulier les femmes et les jeunes?
- Quels sont les points forts et les faiblesses des approches de ciblage actuelles? Comment peut-on les améliorer?
- Quels sont les points forts et les faiblesses des stratégies et approches en faveur des femmes et des jeunes actuelles? Comment peut-on les améliorer?
- ...

Groupe 3 – Nutrition

Facilitateur: PAM/FAO

Malgré les progrès économiques du pays, la situation nutritionnelle au Cameroun est encore précaire. Les taux de malnutrition restent élevés avec des fortes disparités entre les régions. En 2014, 31,7% d'enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition chronique, 14,8% souffraient d'insuffisance pondérale et 5,2% de malnutrition aiguë. Parmi les causes de la malnutrition il y a l'irrégularité de la production liée à la sécheresse (surtout au Nord et Extrême-Nord) et d'autres calamités, la surcharge de travail des femmes et une insuffisance de connaissances sur les pratiques adéquates d'alimentation, le faible accès aux soins infantiles, la pauvreté et la forte croissance démographique.

En 2013, le pays a adhéré au mouvement pour le renforcement de la nutrition « Scaling-Up Nutrition (SUN) », ce qui a relancé la discussion sur cette thématique et sur l'importance d'adopter une approche multisectorielle dans la lutte contre la malnutrition. Dans le cadre de cette initiative, le pays a révisé la Politique nationale de nutrition, couvrant la période 2017-2025, qui constituera le document d'orientation pour les acteurs intervenant dans ce domaine. Les interlocuteurs soulignent le besoin d'un leadership plus fort du Gouvernement dans ce domaine. Dans le mouvement SUN c'est le Ministère de la santé qui reste le plus impliqué. Il faudrait un engagement accru des autres ministères.

La nutrition est une priorité pour les trois agences des Nations Unies basées à Rome. Le PAM et la FAO sont déjà actives dans ce domaine et le FIDA souhaite s'impliquer davantage. Sur la base de la stratégie et des discussions avec les partenaires, ces agences pourraient entreprendre plusieurs activités, comme par exemple: la promotion de la production et de la consommation d'aliments à forte valeur nutritive; l'analyse des habitudes alimentaires et des produits disponibles au niveau local; la promotion de programmes d'éducation nutritionnelle; la sensibilisation et mobilisation des acteurs travaillant dans le domaine de la SA pour mieux prendre en compte la nutrition dans leurs programmes.

Questions pour discussion:

- Comment impliquer davantage les différents acteurs de la SA (MINADER, MINEPIA) dans une approche multisectoriel de lutte à la malnutrition ?
- Quel rôle pourraient jouer les trois agences ONU basées à Rome (FAO, FIDA, PAM) dans la lutte contre la malnutrition?
- ...

Groupe 4 – Lier les interventions d'urgence à celles de développement

Facilitateur: PAM

Over the last four years, Cameroon has experienced instabilities in the northern and eastern regions⁴ as a result of two regional crises that have spilled over from Nigeria and Central African Republic (CAR) causing critical humanitarian needs of host populations, Internally Displaced People (IDPs) and refugees. These comprised (i) Outflows of 232,917 Central African refugees on the East Ridge (ii) 90,581 Nigerian refugees in the Far North, to which must be added 235,913 internally displaced persons fleeing the abuses of the Boko Haram sect.

This influx of refugees into regions whose developmental parameters were already the most precarious in the country is proving to aggravate the vulnerabilities of the populations. Indeed, the presence of these refugees in host communities places considerable and additional pressure on basic social services (water and sanitation, health, education, etc.) and on natural resources (water, firewood, earth, etc.). In addition, this influx of refugees increases

⁴ Northern and eastern regions refer her to the regions Far North, North, Admaoua, and East.

environmental degradation (overgrazing, deforestation) and increases agro-pastoral conflicts between the latter and the host communities. Social tensions are exacerbated, as refugees are often perceived by local populations as a source of insecurity or as receiving more international humanitarian assistance.

There has been renewed attention on protection and humanitarian access issues. The few existing social safety nets are typically linked to development and humanitarian projects including emergency operations providing school feeding, food for assets, nutrition support, and cash transfers.

The regional insecurity has had severe negative impacts on the already fragile northern and eastern regions, reflected in a rising number of people living in poverty. Basic social services are scarce and there have been fights over land access, including land use conflicts between farmers and pastoralists. There are lessons to be learnt from the implementation of the 2014-2016 Sahel Regional Humanitarian Response Strategy, aimed to provide coherence of national strategic response plans in nine Sahel countries. While recognizing the primacy of life-saving assistance, it is important to discuss ways to position the Rome-based UN agencies to ensure connectedness of humanitarian assistance and development so that that activities of a short-term emergency nature are carried out in a manner that takes longer-term development and interconnected problems into account.

The UNDAF 2018-2020 is clearly in line with this perspective by encouraging the development of synergies between humanitarian and development actors to devise more resilient strategies that can reduce the long-term reliance on humanitarian assistance. The State of Cameroon is also in line with this approach, with the ongoing development (in partnership with humanitarian and development actors) of an Early Recovery and Peacebuilding (RCP) strategy in rural areas affected by these crises.

Questions for discussion:

- In rural areas, what are the strategies to intervene in the humanitarian context (immediate needs) while laying the foundation for sustainable development of populations? What could be the challenges?
- To what extent have the Government and development partners addressed development challenges in a humanitarian context?
- How could the Rome-based agencies, Government and development partners optimize their complementarities in terms of comparative advantage to meet development challenges in a humanitarian context? What could be the contribution of local partners?
- ...

Annexe 5

Discussions de groupe atelier complémentaire (2 février 2018)

Groupe 1 – Collaboration FAO-FIDA

Facilitateur: FIDA

Groupe 2 – Collaboration FAO-PAM

Facilitateur: FAO

Groupe 3 – Collaboration FIDA-PAM

Facilitateur: PAM

Questions pour discussion:

- Pensez-vous qu'il existe des opportunités inexploitées / manquées de collaboration entre les deux agences? Si oui, quelles sont-elles et pourquoi sont-elles inexploitées / manquées?
- Quelles sont les raisons ou les obstacles qui empêchent une plus forte collaboration? Comment ces obstacles peuvent-ils être surmontés?
- Quels pourraient être des domaines concrets de collaboration entre les deux agences?
- Quel serait le rôle de chaque agence dans ces collaborations? Quels autres partenaires devraient être impliqués? Est-ce que la troisième agence aurait aussi un rôle à jouer?